

Lucides • Verts • Solidaires ...

GAUCHE ou
DROITE ?

Pendant ce temps, le Québec dérape



**Est-ce qu'on peut avancer
maintenant**



cnjpq.org

Parce qu'on n'arrête pas le progrès

Il est temps d'avancer

« Bien servir les citoyens ce n'est pas une idée de droite, ce n'est pas une idée de gauche. C'est juste une bonne idée. »

- Bernard Drainville

Dépit. Voilà le mot qui caractérise le mieux le présent climat politique au Québec. L'élite politique actuelle fait de la rigueur budgétaire et de l'aride question de la gestion comptable des fonds publics l'enjeu principal de la politique québécoise. Difficile, dans un tel contexte, de se montrer enthousiaste...

Pour sortir de ce climat, les solutions faciles ou à la mode ne suffiront pas. Le Comité national des jeunes du Parti Québécois ne pense pas qu'il faille rompre avec le modèle québécois. Nous croyons plutôt qu'il demande à être rénové, repensé, refondé, rafraîchi. Nous rejetons cette doctrine qui fait de l'équité intergénérationnelle un simple plan de remboursement de la dette et d'assainissement des finances publiques. Notre génération, au contraire, doit faire l'inventaire des réussites et des échecs du modèle québécois afin d'amorcer une nouvelle révolution pour le Québec. Pour bien servir la population, il faut la mettre au cœur d'un nouveau plan de développement de notre nation.

Grâce à la Révolution tranquille, aux yeux des Québécois, le véritable gouvernement national est celui de Québec, et non celui d'Ottawa. C'est donc au gouvernement du Québec qu'incombe la responsabilité d'assurer notre plein développement en tant que nation. Aujourd'hui, notre mission, comme jeunes militants souverainistes, est de proposer une vision renouvelée de l'éducation, de l'emploi, de la famille et du développement de la nation, qui s'inspire de ce constat de la Révolution tranquille, mais qui est à la hauteur de nos ambitions actuelles.

Les Québécois d'aujourd'hui ne peuvent accepter de voir les consensus démocratiques du Québec être reniés par le gouvernement ou la Cour suprême d'une autre nation. Les Québécois d'aujourd'hui ne peuvent accepter qu'on leur retire les outils qui ont profité à leurs parents, compromettant ainsi notre développement. Les Québécois d'aujourd'hui ne peuvent accepter que les aspirations économiques et environnementales du Québec ne puissent se trouver parmi les plus grandes au monde. Le Québec d'aujourd'hui ne peut accepter d'être abandonné à l'avance par une élite politique minée par l'absence de vision et le cynisme.

Il est temps. Ensemble, donnons un second souffle au Québec. Ne laissons pas le travail inachevé. Refusons de reculer sur le chemin déjà parcouru. Notre génération ne sera pas celle qui laissera tomber notre projet national. Nous relancerons l'idée de l'indépendance, nous la ferons plus forte, plus mature, à notre image. Regardons l'avenir droit dans les yeux pour lui faire comprendre que sur le chemin de la réussite nous n'aurons d'autres guides que l'espoir, l'audace et le rêve. Un rêve de liberté.

Alexandre Thériault-Marois, président

Souveraineté, culture et identité

Il est temps pour les souverainistes de cesser de jouer le jeu des fédéralistes. Maintenant, c'est tout le Québec qui doit se porter à l'offensive. Il est temps de gouverner en souverainistes.

Notre vision de la gouvernance souverainiste n'est pas une autre tentative d'aménager au Québec une place satisfaisante au sein de la fédération canadienne. Dans chacune de ces expériences, nous étions à la remorque des initiatives fédérales. Ce qu'il faut viser est de procurer aux Québécois toujours plus de liberté.

Nous croyons qu'un gouvernement du Parti Québécois devra utiliser tous les pouvoirs que le Québec détient, mais qui ne sont pas aujourd'hui utilisés à leur plein potentiel. Ensuite, le gouvernement du Québec devra faire respecter l'espace de pouvoir qui lui revient et que le gouvernement fédéral s'approprie sans gêne. Il faudra aussi prendre l'initiative dans les champs de compétences que le Québec partage avec le fédéral, et nous devons nous battre pour récupérer tous les pouvoirs que les Québécois jugent nécessaires à leur épanouissement.

Le Comité national des jeunes du Parti Québécois demeure très clair sur son objectif : faire du Québec un pays souverain. C'est dans l'action que nous convaincrons les Québécois d'adhérer au projet d'indépendance nationale et c'est pour cette raison que nous croyons que le gouvernement a le droit, à tout moment, de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec, si nous nous voyons empêchés de mettre en œuvre le mandat démocratique obtenu des Québécois.

Ainsi, le Comité national des jeunes s'engage à défendre :

- Avant un référendum sur la souveraineté du Québec, ne mettre de côté ni un ou des référendums sectoriels, ni le refus d'appliquer des lois ou jugements fédéraux allant à l'encontre de la volonté de la population québécoise ;
- l'adoption d'une constitution québécoise, établissant nos valeurs communes dans un texte fondateur ;
- l'arrêt du financement du poste de lieutenant-gouverneur et le transfert de ses fonctions au président de l'Assemblée nationale ;
- l'établissement d'une liste exhaustive de pouvoirs à rapatrier d'urgence sous la juridiction de l'Assemblée nationale¹ ;
- l'application de la Loi 101 aux Cégeps et les écoles non subventionnées ;

¹ Le manifeste des jeunes souverainistes, intitulé *Urgence nationale*, est disponible à l'adresse suivante : <http://depot.pq.org/files/03798a4246384442cf07e0f168ad4d27/Manifeste.pdf>

- l'offre d'une gamme élargie de cours de francisation aux immigrants, en particulier les soirs et fins de semaine ;
- la création d'un Conseil de la radiodiffusion et de la télédiffusion du Québec (CRTQ) ;
- le rôle de Télé-Québec comme véritable télévision nationale, comprenant une salle des nouvelles.

Éducation nationale

L'éducation, c'est ce qui a été au cœur des plus grandes avancées socio-économiques de l'humanité. Notre éducation, c'est ce qui a fait de nous plus que des porteurs d'eau, c'est ce qui a fait de nous des Québécois.

Si, au tournant de la Révolution tranquille, le Québec s'est doté d'un réseau d'éducation moderne, ce même réseau est aujourd'hui sous-financé, en perte de sens, offre des résultats à l'allure de catastrophes nationales lorsqu'on regarde le taux de décrochage des jeunes, et propose un programme mal adapté voir contesté chez de plus en plus de Québécois. Il ne s'agit pas ici de remettre en question notre système public hérité de la Révolution tranquille, mais plutôt lui donner une seconde impulsion, nécessaire afin de résoudre les problèmes de notre époque.

Ainsi, le Comité national des jeunes s'engage à défendre :

- Le rejet de la déréglementation et la différenciation des frais de scolarité universitaires ;
- le rejet de l'instauration de frais de scolarité au Cégep ;
- la tenue d'États généraux sur le financement des études postsecondaires ;
- la baisse de façon considérable de l'endettement étudiant par des mesures progressives touchant notamment les frais universitaires, l'aide financière aux études, le logement et le transport ;
- une réforme du programme d'aide financière aux études, notamment en abolissant la considération du revenu de pension pour enfant au bénéfice des chefs de famille monoparentale dans le calcul de la contribution et en ajustant le seuil de contribution parentale et les frais de subsistance ;
- un programme de crédits d'impôt aux étudiants étrangers, qui leur donnera accès à

terme à des conditions équivalentes aux étudiants québécois s'ils choisissent de s'établir au Québec à la suite de leurs études ;

- l'école obligatoire jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme, tout en encadrant de façon particulière les potentiels décrocheurs, en leur ouvrant la voie vers les métiers techniques et professionnels et en réduisant le nombre d'élèves par classe ;
- l'évaluation des conséquences de la réforme scolaire et la correction de son application et/ou de sa philosophie ;
- la révision du contenu des cours d'Éthique et culture religieuse ;
- la réintroduction dans les écoles secondaires des blocs de cours spécifiques et dispensés par des professionnels portant sur l'éducation à la sexualité et à la prévention des ITS ;
- l'histoire comme une priorité dans l'enseignement primaire, secondaire et collégial² ;
- une augmentation de la prévention en matière de santé dans les écoles, notamment concernant les ITS, le tabagisme, le suicide et la sédentarisation.

Jeunesse et famille

Si le Québec a aujourd'hui la politique familiale la plus avancée en Amérique du Nord, c'est grâce au travail des militants du Parti Québécois, qui l'ont pensée, et à un gouvernement du Parti Québécois, qui l'a implantée. Si l'on veut continuer de soutenir les jeunes Québécois afin qu'ils connaissent un bon départ dans leur vie, le Comité national des jeunes croit qu'un gouvernement du Parti Québécois devra aussi mettre l'accent sur la relève agricole et entrepreneuriale, ainsi que sur la santé des jeunes.

Ainsi, le Comité national des jeunes s'engage à défendre :

- La relève entrepreneuriale en révisant la structure d'aide régionale et en offrant un réseau décentralisé de guichets uniques déployant l'étendue de l'aide offerte aux jeunes entrepreneurs ;
- la relève agricole en encourageant fiscalement le transfert en bloc des entreprises agricoles et en haussant les montants des programmes d'aide à l'établissement dans le cas de l'obtention d'un DEC ou un baccalauréat ;

² Le CNJPQ est membre de la Coalition pour l'histoire, dont les revendications sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.coalitionhistoire.org/>

- la mise sur pied d'un projet national de lutte au suicide, en adoptant une politique-cadre en la matière et en formant des travailleurs afin qu'ils servent d'intervenants dans leur milieu ;
- la restauration et la bonification du Conseil permanent de la jeunesse ;
- le développement du réseau des CPE pour offrir une place à chaque enfant, maintenant et à l'avenir ;
- l'ouverture de nouvelles maisons de naissance au Québec ;
- l'accès à la justice, notamment en haussant le plafond de l'accès à la Cour des petites créances et à la valorisation des mécanismes de médiation ;
- le développement d'une politique de natalité visant à atteindre un taux de renouvellement naturel de la population québécoise ;

Environnement et indépendance énergétique

La dépendance du Québec au pétrole et au gaz naturel est tout aussi un problème d'ordre environnemental qu'économique. Les gaz à effet de serre produits au Québec proviennent en majorité du secteur des transports, donc de l'essence de nos automobiles. Également, comme le Québec ne produit pas de pétrole, nous creusons le déficit de notre balance commerciale en achetant des combustibles fossiles et des voitures de l'étranger, plutôt que d'acheter de l'électricité d'Hydro-Québec et des wagons de train produits ici. Le Québec a déjà tout pour réussir son indépendance énergétique : les ressources renouvelables, les leviers économiques et sociaux comme Hydro-Québec, une expertise présente dans les universités ainsi que des chercheurs et des ingénieurs parmi les meilleurs au monde.

Ainsi, le Comité national des jeunes s'engage à défendre :

- L'augmentation et la diversification de la production d'énergies vertes et la diminution de la production d'énergies non renouvelables pour, à terme, l'éliminer;
- la mise en place d'une éco fiscalité agressive dans le cas de la consommation de pétrole, d'électricité, de produits plastiques et de véhicules ou activités polluants ;
- l'idée de faire du Québec le chantier de la voiture électrique et hybride ;
- une hausse importante de la flotte de véhicules de l'État utilisant une énergie verte ;

- les projets visant à mettre sur pied le transport en commun dans les centres régionaux ;
- le projet de TGV de l'axe Québec - New-York ;
- le resserrement des règles en matière d'efficacité énergétique contenue dans le Code du bâtiment ;
- la restauration et la bonification de l'Agence de l'efficacité énergétique ;
- l'octroi de ressources supplémentaires afin de s'assurer que les normes établies en matière de protection de la biodiversité et de l'eau soient respectées par les municipalités et les entités privées ;
- l'établissement des normes les plus sévères en matière d'exploration et d'exploitation des ressources gazières.

Économie, travail et consommation

Le gouvernement du Québec a le pouvoir d'améliorer directement le quotidien des individus qui composent notre peuple. Que ce soit pour leur retraite, pour leur travail ou pour la protection de leurs droits, les Québécois comptent sur leur gouvernement pour défendre leurs intérêts et le bien commun.

Ainsi, le Comité national des jeunes s'engage à défendre :

- Un plan de sauvetage de la caisse de la Régie des rentes du Québec ;
- l'abolition du Fonds des générations afin d'allouer les sommes au décrochage scolaire et au paiement direct de la dette publique ;
- la restauration du rôle de la Caisse de dépôts et placements dans le développement économique du Québec ;
- le rapatriement de la Caisse d'assurance-emploi et de la Stratégie d'emploi jeunesse ;
- l'interdiction pour Loto-Québec de faire de la publicité et de développer une plateforme de jeu en ligne ;
- une nouvelle Loi sur la protection du consommateur afin de mieux protéger les citoyens et de prendre en compte les nouvelles technologies.

Vivre dans les régions

Chaque région du Québec est unique. C'est cette richesse qui rend le Québec aussi dynamique. Mais pour assurer ce dynamisme, le gouvernement du Québec a la responsabilité de s'assurer que chaque région ait droit aux mêmes services et que chaque habitant du Québec ait droit à la même chance de réussir, peu importe le coin du pays qu'il habite.

Ainsi, le Comité national des jeunes s'engage à défendre :

- La révision de la Loi sur la protection du territoire agricole ;
- le développement d'un réseau Internet haute vitesse couvrant l'entièreté du territoire québécois ;
- une stratégie sur le logement en région, particulièrement pour les étudiants ;
- l'amélioration du transport en commun régional.

Démocratie et accès au gouvernement québécois

La confiance, c'est quelque chose qui s'acquiert avec le temps, mais qui peut se perdre en un instant. Un gouvernement souverainiste aura besoin de la confiance des Québécois pour accomplir son mandat. Contrairement à d'autres partis, un gouvernement du Parti Québécois ne peut pas reposer sur le cynisme et la désaffection des citoyens, car son projet national a besoin de la mobilisation des Québécois. Ainsi, la plus grande tâche qu'aura un gouvernement péquiste sera de rebâtir la confiance des Québécois envers leurs institutions.

Ainsi, le Comité national des jeunes s'engage à défendre :

- Une nouvelle limite pour les contributions politiques à un maximum de 500 \$ par année ;
- l'accroissement des pouvoirs d'enquête du Directeur général des élections du Québec et du Vérificateur général du Québec ;
- la mise sur pied d'une étude sur le financement public des partis politiques ;
- la création d'un réseau de guichets uniques dispensant la plupart des services gouvernementaux ;
- la révision complète des procédés de service à la clientèle afin d'améliorer

considérablement l'accès, l'efficacité et l'expérience du citoyen qui s'adresse à l'État ;

- un réel plan numérique pour le Québec, comprenant la promotion de la concurrence entre logiciel propriétaire et logiciel libre, la libre diffusion des données et statistiques publiques, une meilleure protection pour le droit à la vie privée et la neutralité du web ;
- la création d'une commission pour une meilleure gouvernance qui, comme le «Better Regulation Commission» britannique, sera chargée de faire des propositions sur les simplifications administratives et législatives jugées nécessaires ;
- le remplacement des postes de vérificateurs internes par un poste de vérificateur général adjoint dans chaque ministère, redevable au vérificateur général et, ultimement, à l'Assemblée nationale.